

Le fondateur de Qwant rempile dans la défense de la vie privée

Quelques mois après avoir quitté la présidence de Qwant, qu'il avait fondé, Eric Leandri veut rebondir en proposant aux internautes des nouveaux services de protection de la vie privée. Les projets devraient "sortir dans un mois ou deux", a indiqué Eric Leandri.

Temps de lecture : minute

17 mai 2020

Sans donner de détails, Éric Leandri indique qu'il ne participe plus à l'activité quotidienne de Qwant, le moteur de recherche français qui ne garde pas la mémoire des recherches de ses internautes et qui dispose de ses propres algorithmes. Il a quitté en janvier la tête de la société, qui devait être refinancée, et se contente désormais de siéger au conseil d'administration de l'entreprise - dont il reste l'un des principaux actionnaires.

Ses nouveaux projets se feront en dehors de Qwant, dans une nouvelle structure dont on ne connaît pour l'instant que le nom, AltRnativ. Ils resteront dans le sillon qu'il avait creusé avec Qwant, celui de la protection de la vie privée et de la souveraineté face aux grands acteurs internationaux. Il s'agira "d'amener des services qui vous protègent sur votre téléphone et votre usage quotidien de l'internet", explique-t-il. "Ce sera au travers de plug-ins (petit programmes supplémentaires) dans votre navigateur, peut-être d'applications au niveau de votre téléphone", a-t-il indiqué. "Pourquoi tracer les gens" quand ils vont sur un site d'e-commerce ou sur celui de leur banque, alors qu'ils pourraient "évoluer dans un réseau sécurisé de confiance?", demande-t-il.

En attendant l'aboutissement de ces projets, Éric Leandri participe avec Baptiste Robert (alias Elliot Alderson sur Twitter), un expert renommé en sécurité informatique, au combat contre StopCovid, l'application de traçage de contacts préparée par le gouvernement. Avec son allié, il exhorte les pouvoirs publics à abandonner ce projet trop dangereux pour le respect de la vie privée, et à promouvoir d'autres technologies comme celle dite du "cell broadcast", un système d'alertes du public par SMS ciblés sur une zone géographique donnée. Quand l'alerte est activée, les téléphones de la zone géographique "*la reçoivent par SMS dès qu'ils "bornent" (se reliant) à une antenne*" de cette zone, explique Eric Leandri. Ainsi par exemple, si un cas de coronavirus est déclaré dans un village ou une zone géographique donné, tous les habitants peuvent recevoir un SMS d'alerte, les invitant à des précautions supplémentaires, voire à se confiner ou à se faire tester. Le SMS pourrait aussi par exemple donner des instructions pour le test, fixant par exemple un endroit et une heure, explique Éric Leandri.

"Personne n'est juge et partie"

Selon une directive européenne, la France devra avoir installé avant 2022 un système d'alerte d'urgence "*fondé sur la numérotation*", comme le "cell broadcast". Pour Éric Leandri et Baptiste Robert, le système pourrait même être utilisé pour prévenir tous les participants à un grand rassemblement en cas de découverte de contamination de l'un d'entre eux. Un SMS pourrait facilement être envoyé à tous les téléphones qui ont borné à l'antenne du lieu de rassemblement, expliquent-ils.

La sécurité du système vient du fait que "*l'opérateur téléphonique a les numéros de téléphone concernés mais n'est pas celui qui fait les messages*", explique Eric Leandri. À l'inverse, celui qui fait les messages - l'État ou autre institution habilitée - n'a pas connaissance des numéros de téléphones concernés. "*Personne n'est juge et partie*", indique-t-il. Avec ce système "*on utilise les infrastructures existantes*" et "*on ne demande*

pas de données supplémentaires" aux individus, souligne de son côté Baptiste Robert.

Éric Leandri a quitté son poste de président de Qwant au mois de janvier, après une recapitalisation de son groupe par la Caisse des dépôts et le groupe allemand Axel Springer. Qwant, désormais présidé par l'ancien directeur commercial et marketing Jean-Claude Ghinozzi, a fait savoir mi-avril qu'il ne partageait pas les positions de M. Leandri contre le projet StopCovid. Qwant a estimé que la solution française *"réunissait en l'état le plus de conditions satisfaisantes pour que puisse être envisagé un développement temporaire"*.

Article écrit par AFP